

Commune de FONTENAY-LES-BRIIS

ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

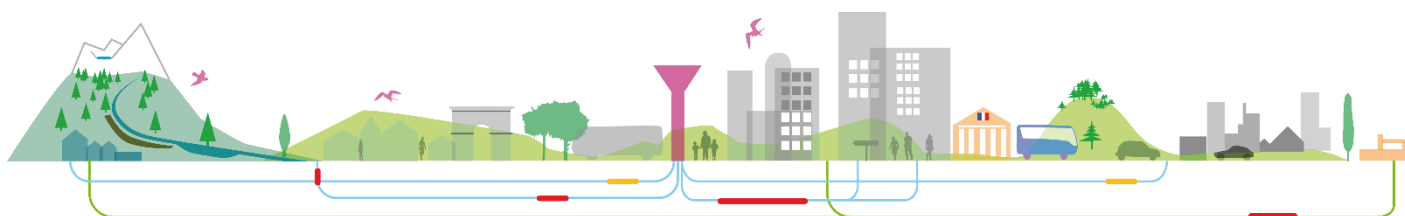


Note pédagogique

Version 1 -Mai 2026

Altereo

Agence de Brétigny sur Orge
65, avenue de la Commune de Paris
91120 BRETIGNY SUR ORGE
Tél : 01 69 74 14 00



Identification du document

Élément		
Titre du document	Zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales – Note Pédagogique	
Nom du fichier	B22838 - SYORP - Fontenay les Briis - Note pédagogique.docx	
Version	31/05/2026 18:22:00	
Rédacteur		GD
Libéré par		SB

Sommaire

1. PREAMBULE	4
2. OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	5
3. PROCEDURE.....	5
4. TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE.....	5
5. SITUATION ACTUELLE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT.....	5
6. LE CHOIX DU ZONAGE EAUX USEES	6
7. LE CHOIX DU ZONAGE EAUX PLUVIALES	8
7.1. Les dispositions retenues	8

Table des figures

Figure 1 : Plan de zonage des eaux usées – Commune de FONTENAY LES BRIIS	7
Figure 2 : Plan de zonage des eaux pluviales – Commune de FONTENAY LES BRIIS.....	9

1. Préambule

Le Syndicat de l'Orge a mandaté ALTEREO pour réaliser le schéma directeur d'assainissement et établir un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sur le périmètre de la commune de Fontenay les Briis

Cette étude s'inscrit dans le cadre des objectifs du Code de l'Environnement, qui vise globalement à l'amélioration et à la protection de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Celui-ci a été modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006, et ses décrets applicatifs.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) à l'article L. 2224-10, donne obligation aux communes et à leurs établissements publics de coopération d'effectuer notamment la délimitation après enquête publique :

- Les **zones d'assainissement collectif**, où la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif**, où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

L'assainissement collectif peut être défini comme le raccordement à un réseau d'assainissement et une station d'épuration placés sous maîtrise d'ouvrage publique.

L'assainissement non collectif peut être défini comme tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles et habitations non raccordés au réseau public d'assainissement.

Le terme « d'assainissement non collectif » doit être considéré comme l'équivalent du terme « assainissement autonome ». L'assainissement non-collectif constitue un système de traitement des eaux usées à part entière, et doit se composer :

- D'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux généralement) ;
- Des dispositifs assurant l'épuration des effluents préférentiellement par le sol (tranchées d'infiltration) ou par un matériau
- d'apport (filtre à sable, filtre à zéolite...) ou encore par un dispositif autre après agrément ;
- D'un dispositif d'évacuation des effluents préférentiellement par le sol en place (tranchées d'infiltration, lits filtrants ou tertres d'infiltration) ou par irrigation souterraine, ou encore drainage et rejet vers le milieu hydraulique superficiel sous conditions particulières.

Un dispositif agréé peut également être mis en place. Lorsque les conditions requises sont mises en œuvre, ces filières garantissent des performances comparables à celles de l'assainissement collectif.

La portée du zonage d'assainissement est définie par **la circulaire du 22 mai 1997** signifiant notamment :

« La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- Ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ».

Ce rapport a pour objectif de présenter un résumé non technique à destination du public, de la délimitation des zones relevant de d'assainissement collectif et celle des zones relevant de l'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire.

Ce document est destiné à accompagner le mémoire justificatif de zonages et à être porté avec ce dernier en enquête publique.

2. Objet de l'enquête publique

Au titre de la composition du dossier d'enquête publique, l'article R. 123-8-3° du code de l'environnement exige que ce dossier comporte notamment : « La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ».

La présente enquête publique s'inscrit dans le cadre de l'établissement un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sur le périmètre de la commune de Fontenay les Briis

La procédure d'enquête publique est conduite par le Président du Syndicat de l'Orge.

Ainsi, afin de répondre aux exigences réglementaires de définition du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, le Syndicat de l'Orge, qui assure la compétence collecte et traitement des eaux usées, l'assainissement non collectif ainsi que la compétence des eaux pluviales, a confié une mission d'établissement des zonages d'Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales à ALTEREO, incluant la remise du dossier d'enquête publique correspondant.

3. Procédure

Le projet de zonage des eaux usées et des eaux pluviales (préalablement validé par le Syndicat de l'Orge et la commune de Fontenay les Briis) a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale.

La MARE a répondu que ce dossier ne nécessitait pas d'évaluation environnementale le 26 mai 2026

4. Textes régissant l'enquête publique

L'article R2224-8 du code général des collectivités territoriales indique que le projet de modification du zonage d'assainissement est soumis à l'enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétents dans les formes prévues par les articles R 123-1 et suivants du code de l'environnement.

Extrait de l'article R222 4 -8 du code général des collectivités territoriales : L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R2224-9 du code général des collectivités territoriales, le dossier d'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

Extrait de l'article R222 4 -9 du code général des collectivités territoriales : Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

Le contenu du dossier d'enquête publique relève des dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement.

L'organisation de cette enquête publique suit les dispositions des articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du code de l'environnement, modifiés notamment par le Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

5. Situation actuelle en matière d'assainissement

Ce chapitre de l'étude fait un état des lieux de l'assainissement actuel des eaux usées.

Le Syndicat de l'Orge possède la compétence assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement) et des eaux pluviales sur la commune de FONTENAY-LES-BRIIS. Elle est actuellement gérée en régie.

Le réseau de collecte des eaux usées situé à FONTENAY-LES-BRIIS est constitué de 14,3 km de collecteurs gravitaires. La présence de 5 postes de refoulement gérés par le Syndicat de l'Orge et d'un poste privé Rue des Eoliennes génère 1,1 km de conduites de refoulement.

Les effluents collectés sont ensuite dirigés vers plusieurs stations d'épuration :

- La station d'épuration de FONTENAY-LES-BRIIS traite les effluents du bourg et des Hameaux de Quincampoix, de Bel-Air et de Soucy. Elle a fait l'objet d'une réhabilitation en 2017.
- Les effluents collectés au hameau de la Roncière, y compris la partie située sur Courson-Monteloup, au hameau de Charmoise et de la Soulaudière sont traités par la station d'épuration de la Charmoise située à FONTENAY-LES-BRIIS. Elle a été mise en service en 2016 suite à la mise en séparatif de ces hameaux.
- Les effluents du hameau d'Arpenty sont traités par l'unité de traitement d'Arpenty à Bruyères-le-Châtel. Elle a été mise en service en 2017 suite à la mise en séparatif de ce hameau.
- La station d'épuration du Moulin Neuf d'Ollainville collecte les effluents venant du hameau de Verville via le collecteur intercommunal qui longe l'Orge.

6. Le choix du zonage eaux usées

Le zonage de l'assainissement a été élaboré de la manière suivante :

- Toutes les parcelles raccordées et raccordables sans nécessité d'une extension de réseau, situées en zone urbaine ou à urbaniser comme défini dans le PLU de la commune sont intégrées dans la zone d'assainissement collective.
- Toutes les habitations éloignées étant actuellement en assainissement non collectif seront intégrées dans la zone d'assainissement non collective.
- Toutes les parcelles non constructibles comme défini dans le PLU de la commune ne seront ni intégrées dans la zone d'assainissement non collective, ni dans la zone d'assainissement collective.

Le choix de la collectivité de garder ces écarts (habitations et bâtiments) en assainissement non collectif repose sur un argument financier. En effet, la mise en œuvre du raccordement au réseau collectif représente un budget beaucoup trop élevé rapporté au peu d'habitations concernées.

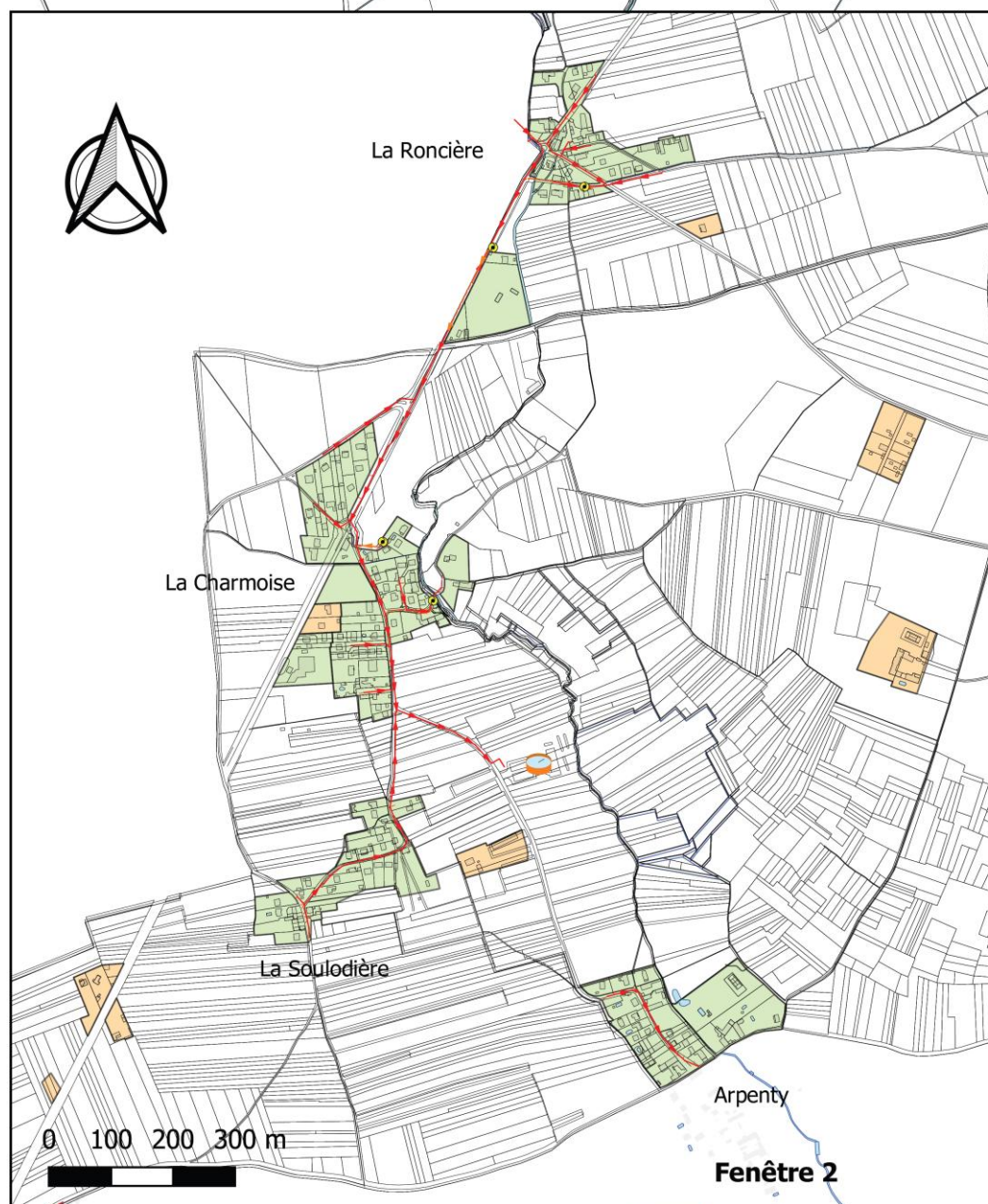
La carte de zonage d'assainissement eaux usées est reportée page suivante :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - Eaux usées - Commune de FONTENAY-LES-BRIIS

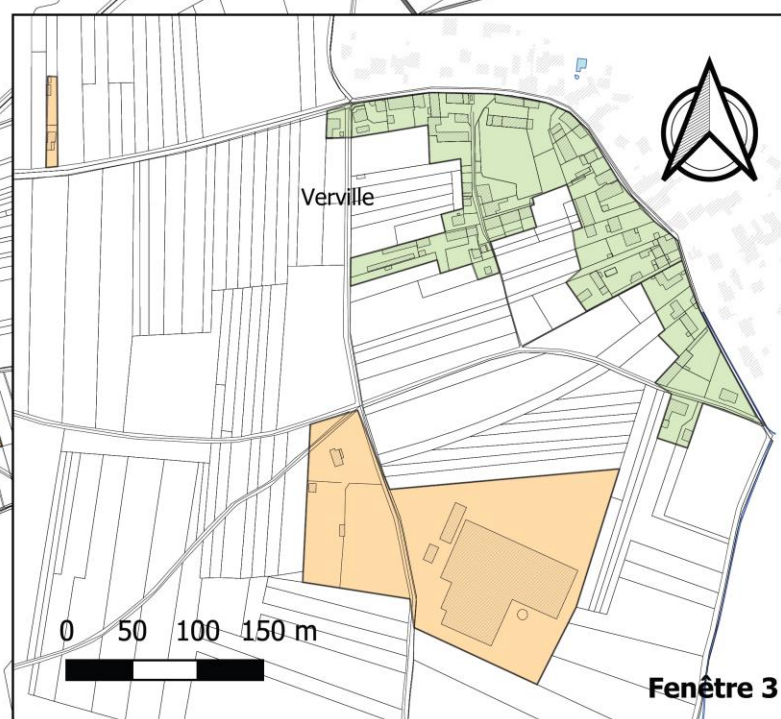
- Limite communale
- Conduite EU
- Conduite refoulement EU
- Zone en assainissement collectif (la collecte et le traitement des eaux usées se faisant selon le mode collectif)"
- Zone en Assainissement Non Collectif (ANC)



Fenêtre 1



Fenêtre 2



Fenêtre 3

Figure 1 : Plan de zonage des eaux usées – Commune de FONTENAY LES BRIIS

7. Le choix du zonage eaux pluviales

L'article L2224-10 du Code général des collectivités territoriales relatif au zonage d'assainissement précise que les communes ou collectivités territoriales doivent délimiter après enquête publique :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement (lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique, risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement).

De plus, les eaux pluviales sont également susceptibles d'être un vecteur de contamination des nappes souterraines. En effet, par phénomène de lessivage des sols et des surfaces, elles se chargent en éléments polluants et véhiculent cette pollution vers les nappes souterraines par percolation au travers des sols.

Afin de réduire ces risques de contamination, il convient de limiter les phénomènes de ruissellement (réduction des surfaces imperméabilisées, ouvrage de stockage des eaux de pluies...) et d'assurer une gestion la plus fiable possible des écoulements pluviaux dans le but d'éviter que les eaux de pluie se chargent en éléments polluants.

7.1. Les dispositions retenues

Sur l'ensemble du territoire communal, la gestion des eaux pluviales devra suivre les préconisations décrites par le SAGE Orge-Yvette, en cours de révision.

La règle est de gérer les eaux de pluie par infiltration dans le sol et évapotranspiration sans rejet dans les réseaux d'eaux pluviales publics, ni directement dans le cours d'eau.

Cette politique a pour but :

- De limiter les impacts des ruissellements générés par l'imperméabilisation des sols ;
- De limiter l'impact des pollutions diffuses et accidentelles des eaux pluviales et de ruissellement sur les usages (en particulier sur la production d'eau potable) et sur les milieux naturels ;
- D'une gestion intégrée des eaux pluviales pour réduire les flux de polluants rejetés dans le milieu et les risques d'inondation par ruissellement.

Pour les zones dites urbanisées et/ou urbanisables, les préconisations à appliquer sont les suivantes :

- Infiltrer les 10 premiers millimètres de pluie à ciel ouvert dans un espace végétalisé via une gestion gravitaire ;
- Garder une surface d'infiltration minimale de 1 m² pour 5 m² imperméables (c'est-à-dire qu'il faut moins de 80 % d'emprise au sol pour les nouvelles constructions, peut s'imposer dans le PLU) ;
- Anticiper la gestion des volumes de pluies exceptionnelles de manière à ne pas aggraver le risque de dommages pour les biens et les personnes et de prévoir des surverses pour ces pluies en surface et non enterrées ;
- Interdiction de pompage des eaux pluviales vers l'extérieur de la parcelle (réseau ou surface) ;
- Limiter la profondeur des dispositifs d'infiltration des eaux de pluie (pour ne pas toucher la nappe et garantir une infiltration évapotranspiration dans les 20-30 premiers cm du sol) ;
- Désimperméabiliser et si possible désaccorder du réseau d'eaux pluviales l'existant afin de réduire les impacts générés par l'imperméabilisation des sols.

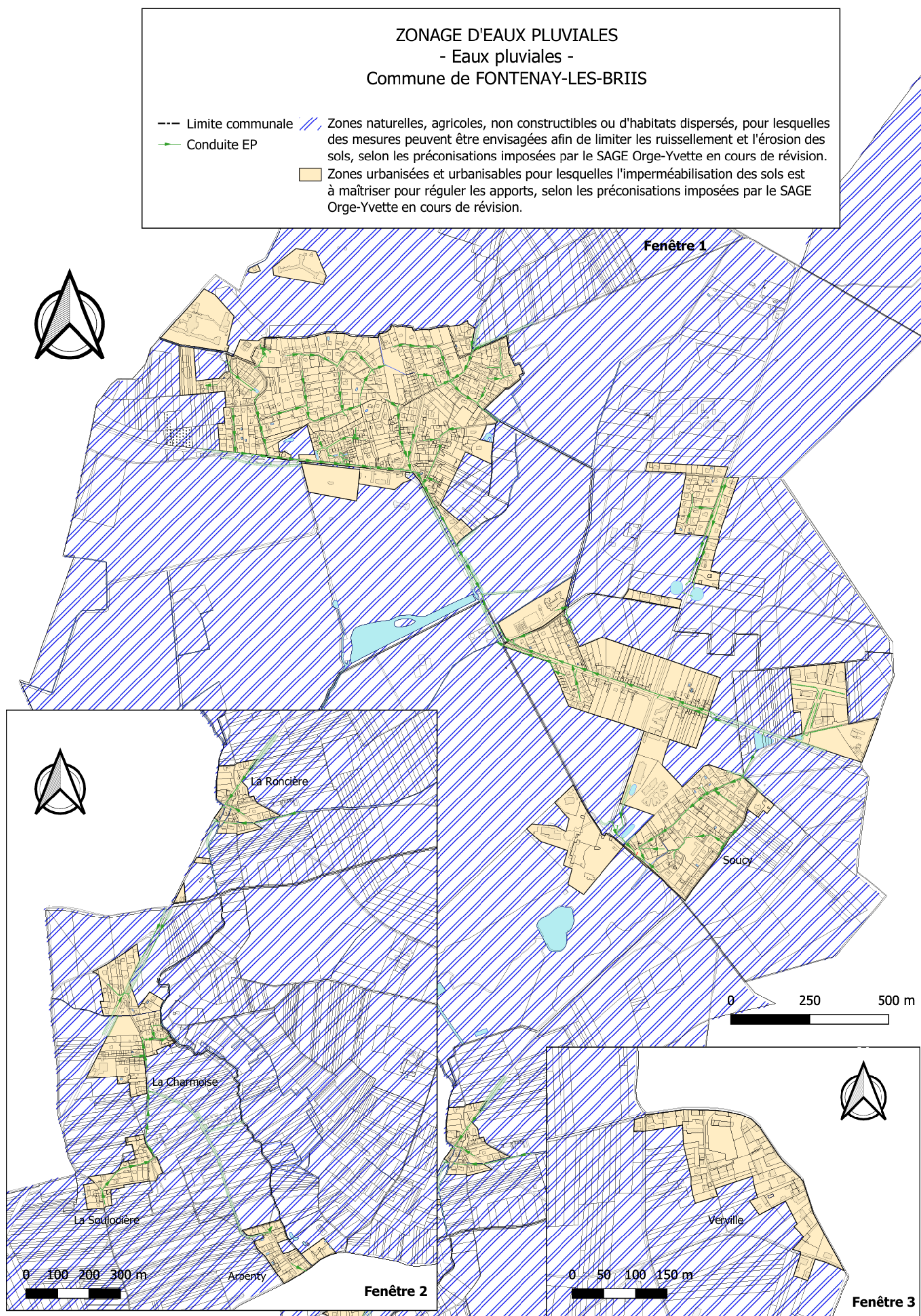


Figure 2 : Plan de zonage des eaux pluviales – Commune de FONTENAY LES BRIIS